



RADIO FMR : LA PAROLE DES USAGERS DANS L'ESPACE PUBLIC

Radio FMR est une expérience suisse de radio communautaire de prévention par les pairs, diffusée sur internet. Après trois ans de travail collectif, la décision a été prise de lancer un mouvement d'usagers pour revendiquer leur citoyenneté et interpeller la société et les professionnels sur leurs perceptions des sujets qui les concernent. Interview collective de cinq membres de Radio FMR, par Jean-Félix Savary, secrétaire général du GREA¹.

JFS : QU'EST-CE QUE C'EST, LA RADIO FMR ?

Boris : C'est une radio qui veut donner la parole à ceux à qui on ne la donne pas généralement. On a la prétention de dire qu'on est des experts de l'autre côté de la barrière parce qu'on est convaincus qu'on sait des choses que les médecins ou les gens qui travaillent dans le milieu social ne connaissent pas. Nous amenons du vécu, et le vécu, cela ne s'apprend pas dans des livres.

Ken : On se sert de nos expériences passées ou présentes, de nos parcours personnels, pour éviter certains dangers de la consommation aux plus jeunes et à ceux qui débarquent dans ce milieu. Beaucoup n'ont pas les connaissances de base sur la consommation et peuvent avoir des problèmes sérieux à cause de ça. La radio FMR est un vecteur de réduction des risques, qui touche beaucoup de monde.

JFS : QUELLE EST SON HISTOIRE ET POURQUOI AVOIR IMAGINÉ UNE RADIO ?

Daniel : Nous avons participé à une première campagne contre l'hépatite C au début 2013. La participation à la conférence de réduction des risques à Bâle en 2014 a été l'occasion de raconter nos histoires et on s'est rendu compte que cela manquait dans le débat. La radio avait été créée un peu avant la conférence, mais surtout pour traiter de ce sujet-là. On ne savait pas qu'on allait continuer et c'est pour cela qu'elle avait été appelée « FMR » (« éphémère »). Une fois qu'on a vu la dynamique soulevée, on a ouvert un peu plus la porte et on y a mis le pied. On s'est dit qu'on allait essayer de s'incruster dans le débat, car on est persuadés qu'on a des choses intéressantes à dire.

Lou : Par la suite, fonder une association s'est imposé pour pouvoir amener le truc encore plus loin. Au début, on a dû suivre des cours pour savoir comment s'y prendre et développer les buts de la radio, savoir comment on voulait faire passer nos messages. Nous avons aussi réfléchi à diversifier notre offre, par exemple à travers des projets de petits films.

Daniel : La création de l'association, c'est aussi pour le futur : assurer un statut légal, juridique, et pouvoir obtenir plus facilement des financements pour continuer le projet sur le long terme. Nous sommes actuellement soutenus par le Département cantonal de la Santé publique pour les deux projets (radio et dessins animés) et ce financement s'arrête le 31 décembre 2017.

JFS : QUI VOULEZ-VOUS TOUCHER AVEC CETTE NOUVELLE ASSOCIATION? QUELS SONT SES BUTS ?

Lou : Ce sont surtout les jeunes consommateurs ou les plus âgés qui se retrouvent dans ce milieu sans vraiment le connaître. Il y a un gros travail d'éducation à réaliser. Mais nous avons aussi beaucoup de choses à dire aux prétendus « spécialistes » qui ont juste la théorie, mais à qui il manque l'essentiel, à savoir un vécu. La parole n'est vraiment pas assez donnée aux consommateurs et tout le monde est perdant. Il faudrait absolument essayer d'équilibrer tout ça.

Mindy : On a aussi un petit groupe qui s'appelle « Les vénusiennes prennent l'antenne » qui s'adresse seulement aux femmes.

Lou : C'est vrai que les femmes aussi, dans ce milieu, ont des risques un peu différents des hommes. Dans les statistiques, on n'en parle pas du tout.

Il y en a beaucoup qui tombent dans des pièges comme la prostitution, et c'est la majorité silencieuse. C'était aussi l'occasion de parler de sujets assez sensibles comme la parentalité et la consommation. D'ailleurs, l'une de nos émissions parlait des mères qui sont dans la toxicomanie ou qui ont réussi à s'en sortir avec un enfant à charge, et qui souvent ont été victimes de préjugés assez tranchants. C'est une chose qui m'a beaucoup touchée et m'a donné envie de participer activement.

JFS : QUELLE DYNAMIQUE S'EST CONSTRUITE AUTOUR DE CE PROJET ?

Boris : La seule manière de pouvoir faire avancer plus loin le projet était de faire une association, pour qu'elle puisse porter la radio, qu'on puisse avoir des fonds. En fait, c'est une question qu'on ne se posait pas au début parce que c'était Info-drog² et le Relais³ qui finançaient. Donc peu à peu, on a dû se demander : « *mais quand cela s'arrêtera, comment fera-t-on pour continuer ?* » Quand vous parlez de dynamique, il y a une chose importante sur les cours de dessins animés ou de montage son par exemple : les premiers formés forment les suivants. Le but c'est, à terme, de se passer des profs. L'association pourrait aider les gens à trouver une voie de sortie à leurs situations.

JFS : QUELS SONT LES THÈMES PRIORITAIRES POUR VOUS ?

Ken : La réduction des risques, c'est un des thèmes prioritaires qui revient dans chaque émission. Nous avons une perspective large et nous traitons de thèmes variés, qui nous touchent plus ou moins directement, comme le logement, le couple, la famille, la religion... Ils sont tous importants et ils peuvent tous être vus de la perspective de la rue.

JFS : AVEZ-VOUS DÉJÀ ÉTÉ CONFRONTÉS À DES LIMITES DANS VOTRE TRAVAIL, DANS CE QUE VOUS FAITES, DES OBSTACLES, ETC. ?

Ken : Des obstacles forcément, mais des limites non... Je n'ai pas l'impression. À part le temps, pas de limites.

Boris : Il y a aussi l'argent, pour participer à certaines choses, comme aux débats qui se passent dans d'autres pays. On a un certain budget, mais il ne nous permet pas de faire du « tourisme professionnel », à savoir aller dans des conférences à l'étranger, être bien logés et bien nourris, tout cela pour parler de nous. Les professionnels devraient nous donner l'opportunité de nous exprimer, car ils auraient certainement des choses à apprendre s'ils pouvaient mieux nous écouter.

JFS : ÊTES-VOUS EN RELATION AVEC D'AUTRES GROUPES OU AVEC DES PROFESSIONNELS ?

Ken : Il y a plusieurs associations avec qui nous avons des contacts, comme « L'injecteur » à Montréal au Canada⁴. Pour ce qui concerne les professionnels, on a pas mal de contacts avec les organisations locales, que cela soit avec l'Hôpital

(polyclinique d'addictologie) ou les services de réduction des risques (Fondation ABS2 et le Relais).

On a donné des cours aussi aux étudiants qui terminaient l'école sociale à Lausanne (HES). On a pu aller leur parler pendant une heure et demie, de Radio FMR et de problèmes qu'ils vont certainement rencontrer dans leur vie professionnelle, s'ils travaillent avec des marginaux de tout type.

Boris : On a pu faire la même chose à Sierre à l'école sociale (HES) du Valais et nous avons aussi une proposition de l'école d'infirmiers. Nous avons aussi des contacts avec les milieux hospitaliers. La responsable du centre Saint-Martin répond volontiers à des questions précises d'ordre médical, pour nous assurer que nous transmettons des informations crédibles. C'est une bonne collaboration, car ils ont les informations techniques et nous avons les connexions pour faire passer le message aux autres usagers.

JFS : QUELLE EST VOTRE PLACE AUJOURD'HUI DANS CE QU'ON APPELLE LE CHAMP DES ADDICTIONS ?

Mindy : Pour moi, tout reste à faire. Nous commençons à zéro et nous ne pouvons qu'améliorer cette situation.

Boris : Moi aussi, je dirais qu'on n'a pas de place. À part nous à Lausanne, je ne crois pas qu'il y ait beaucoup de groupes qui fassent des demandes ou qui revendiquent des droits en Suisse romande. Par exemple, nous avons fait une demande pour qu'on effectue des tests sur certains produits. Il y a eu des essais avant, mais qui n'ont pas donné forcément de suite. On a quand même une très mauvaise image et je pense qu'au niveau politique, ils font tout pour nous cacher. Une personne toxicomane n'est pas vue comme un citoyen comme les autres, c'est une personne qui dérange et qui devrait se taire. Nous avons trop tendance à reproduire ce schéma. Mais grâce à la radio, nous avons compris que notre parole a la même valeur que celle de ceux qui ne consomment pas publiquement. Notre place, c'est à nous de la prendre désormais.

Daniel : Nous sommes la face visible de quelque chose, la pointe de l'iceberg, et nous dérangeons. Alors que dans toutes les couches, professions, il y a des gens qui consomment. Discrètement, sans rien dire, sans être visibles. Je crois que nous faisons peur parce que cela renvoie chaque individu à notre place.

Lou : Et surtout, quand il y a des projets en votation qui pourraient être bénéfiques pour la réduction des risques, il y a toujours ce parti politique d'extrême droite suisse qui aime bien faire peur à la population⁶ afin que les choses ne bougent pas trop dans le bon sens, qu'elles restent cachées au maximum.

1 Groupement Romand d'Études des Addictions

2 Centrale nationale de coordination des addictions, mandatée par l'Office Fédéral de la Santé Publique en Suisse

3 Fondation qui accompagne la radio sur le terrain

4 www.linjecteur.ca/accueil_linjecteur.html

5 Accueil à bas seuil à Lausanne : www.fondationabs.ch

6 UDC : Union Démocratique du Centre

JFS : COMMENT VIVEZ-VOUS VOTRE PARTICIPATION AUX DÉBATS PUBLICS ?

Boris : Ce n'est pas simple. Par exemple, nous avons participé à la table ronde publique organisée pour « Support don't punish » à Lausanne, avec des représentants du quartier et des politiques. La table ronde s'était bien passée et c'était très intéressant pour tout le monde. Par contre, il y avait des journalistes et ce qu'ils ont mis au téléjournal le soir nous a choqués. L'homme politique invité à l'émission a été présenté comme un politicien, et le représentant de l'association de quartier comme faisant partie de son association de quartier. Par contre, notre collègue Ken n'a pas été présenté comme le représentant de Radio FMR, mais comme un toxicomane. Pourquoi ne pouvons-nous pas être simplement reconnus dans notre fonction, comme les autres personnes interviewées ? Ça, je trouve que c'est un raccourci qui a été pris et qui n'était pas très correct. C'est la première claque qu'on a prise avec les médias. Maintenant on sait un petit peu tous les risques qu'on prend et on essaye de se préparer.

Ken : On a fait un sketch humoristique sur *You-Tube* qui reprend justement cette petite altercation, où on explique ce qui s'est réellement passé. On a tourné ça en dérision plutôt que de leur écrire et de se plaindre. Évidemment qu'il y aura moins d'écoutes qu'un téléjournal, mais on pensait que c'était plus marrant de le faire comme ça et que ça pourrait plaire aux personnes qui écoutent Radio FMR.

JFS : DANS QUEL DOMAINE APORTEZ-VOUS UNE PLUS-VALUE ?

Ken : Dans la prévention des risques. Dans les débats publics, on commence à émerger, mais ça reste très léger, on est peu représentés. On a eu le cas d'une rencontre au Palais de Rumine, où on était à 50 mètres de la place. C'était que des professionnels et le prix d'entrée était dissuasif. Tout le monde parlait de toxicomanie, alors que les gens concernés étaient dehors et que pas un n'aurait pu se payer l'entrée.

Boris : J'ai eu la chance d'aller à la conférence de Bâle il y a deux ans et sur le moment, on l'a pris comme un privilège, mais en fait c'est un droit qu'on aurait dû avoir depuis le début. On ne devrait pas remercier les gens, mais presque leur dire : « *mais pourquoi vous n'y avez pas pensé avant ? Il y a tellement de problèmes que vous auriez pu résoudre plus tôt si vous nous aviez demandé notre avis...* » Je pense aussi qu'il faut davantage s'occuper de la précarité.

JFS : LES PROFESSIONNELS DOIVENT DONC SE MONTRER PLUS OUVERTS ?

Mindy : Je trouve qu'il reste beaucoup à faire. Concernant la Fondation ABS, c'est vrai qu'on a de l'aide. Quand je pense à l'ABS, je pense aux premiers soins, où on va se documenter quand on est à la rue, mais il manque encore énormément d'institutions. De manière générale, on n'est pas

non plus assez écoutés au niveau de la réduction de risque.

Daniel : Pas mal de personnes ont le sentiment d'être déresponsabilisées, infantilisées ou pas écoutées. Certains veulent baisser, ajuster le traitement au fur et à mesure, mais ils ne sont pas entendus par les prescripteurs de ces médicaments. Il y a un manque de soutien psychologique ou psychiatrique. Une forme qui marche assez bien c'est quand un médecin traitant, un psychothérapeute et un patient s'entendent autour d'objectifs communs. Ce n'est pas le cas ici à Lausanne, où on médicalise beaucoup les gens.

Boris : Je trouve que l'évolution au niveau des prestations médico-sociales est excellente. Par contre, au niveau de la prise de parole, c'est une *statu quo*.

JFS : LA REVENDICATION « JAMAIS RIEN SUR NOUS SANS NOUS » EST PRÉSENTE DANS LES PAYS ANGLO-SAXONS. POURQUOI, SELON VOUS, CETTE REVENDICATION EST-ELLE MOINS AUDIBLE DANS LES PAYS FRANCOPHONES ?

Boris : On compte bien changer cela.

Ken : Je pense que ça vient du tempérament helvétique qui est assez conservateur et qui a du mal à évoluer. Ce n'est pas seulement dans la toxicomanie, c'est quelque chose de plus vaste. C'est une question d'évolution des mentalités, comme pour l'homosexualité. Le tempérament helvétique a tendance à freiner, plutôt qu'à aller vers le changement.

JFS : COMMENT VOYEZ-VOUS LE FUTUR DE LA RÉDUCTION DES RISQUES ?

Lou : Déjà, pour les jeunes qui sont en soirées, il faut absolument développer les tests de produits ; ça aurait dû passer depuis longtemps. Ils l'ont fait en Suisse alémanique, chez nous ça a traîné. Il y a plein de trucs qui circulent actuellement et on ne sait pas toujours ce que c'est. Sinon, il faut une institution qui nous représente et qui puisse travailler main dans la main avec les spécialistes parce qu'eux, ils ont la théorie et nous, on a la pratique. Généralement, quand on veut faire quelque chose qui fonctionne, il faut les deux. Nous devons casser les archétypes faussés, les préjugés. Que les gens prennent conscience que le toxicomane, ce n'est pas que le gars qui est à la Riponne⁷ : ça peut être aussi le mec en costard et cravate qui va te servir tes billets à la banque. Ça peut être n'importe qui. Je pense qu'à partir de là, dès qu'on aura réussi à démonter tout ça, il pourra y avoir une réelle évolution dans la réduction des risques.

Mindy : Nous n'avons pas forcément le même avis sur ces questions. Mais l'essentiel est de pouvoir en discuter. Nous devons aussi faire notre chemin. On apprend, et on apprendra aux autres.

>> ÉCOUTER RADIO FMR SUR LE WEB : WWW.RADIO-FMR.CH